

Journée consacrée aux partis communistes étrangers en
Belgique – 14 février 2009.

Discussion (résumé du débat)

MOINS, Jacques

2009, 6 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

< http://www.carcob.eu/IMG/pdf/pc_etrangers_en_belgique_-_11_resume_du_debat.pdf >

Pour citer cet article :

Référencement : MOINS, Jacques, « Discussion (résumé du débat) », in *Journée consacrée aux partis communistes étrangers en Belgique – 14 février 2009*, Bruxelles, CArCoB, 2009, [en ligne], < http://www.carcob.eu/IMG/pdf/pc_etrangers_en_belgique_-_11_resume_du_debat.pdf >, (date de consultation).

Journée consacrée aux partis communistes étrangers en Belgique
14 février 2009

11.

Résumé du débat

Avertissement : *Ce résumé a été établi sur base d'un enregistrement. Celui-ci n'a pu, toutefois, pour des raisons techniques, être assuré pour la première intervention de M. Eddy De Winter.*

Eddy de Winter, ancien militant de la JC, des EC et de la fédération de Bruxelles, a fait notamment part de son expérience sur le terrain, considérant que, le plus souvent, les organisations des P.C. restaient centrées sur les problèmes des pays d'origine. Pour preuve, le peu d'intérêt manifesté pour la revendication du droit de vote des étrangers aux élections communales.

Paulette Pierson-Mathy, professeur à l'U.L.B., a apporté une précision concernant l'attitude d'Anne Marie Lizin et du Ministre des Affaires étrangères Simonet dans l'affaire dite du Shaba, évoquée dans le rapport présenté par Paul van Praag.

Ayant, à la demande d'A.M. Lizin, servi d'intermédiaire auprès des représentants du FNLC à Bruxelles, dont l'avocat Célestin Luanghy, en vue d'une rencontre avec ces représentants du FNL, Mme Pierson-Mathy a assisté à l'entretien qui s'est déroulé au Cabinet du ministre H. Simonet, en présence du ministre et d'Anne Marie Lizin.

Alors que la France menaçait d'intervenir militairement, le ministre était prêt à tenter d'obtenir des garanties du FNLC concernant la protection des citoyens belges vivant à Kolwezi afin d'éviter l'intervention militaire de la Belgique. Convaincus de l'importance de cette ouverture, les représentants congolais se sont fait fort de prendre d'urgence contact avec le général Mbumba, commandement de l'opération au Shaba et de donner rapidement une réponse qu'ils envisageaient positive. Tel ne fut pas le cas. Malgré tous leurs efforts, le bref délai s'écoula sans qu'ils aient réussi à joindre le général Mbumba. La tentative d'éviter le pire avait échoué.

Jules Pirlot, ancien militant des JC, de la fédération de Liège, membre du CC, souligne que la fédération liégeoise du PCB partageait, théoriquement, les vues du PCF. Elle estimait que les camarades immigrés auraient dû militer dans le cadre du PCB et si possible prendre la nationalité belge. Toutefois, les divergences mises en évidence par la question tchécoslovaque et le nombre considérable de communistes italiens et espagnols par rapport à celui des membres du PCB n'incitaient guère la fédération à passer à l'acte.

Personnellement, j'avais proposé un amendement adopté par un congrès national pour admettre la double appartenance. Un communiste immigré pouvait adhérer au PCB tout en restant membre de son parti d'origine. Cette disposition ne fût que très peu utilisée. Du côté de la jeunesse nous avons opté pour une coopération d'organisation à organisation.

Les jeunes espagnols étaient nombreux et bien structurés, ils se réunissaient au club Federico García Lorca, rue de Gueldre à Liège. Les jeunes Italiens existaient aussi, de manière plus diffuse, leur base se situait à Seraing dans le local de l'association Léonardo Da Vinci. Nous avons également un contact avec les Vietnamiens qui ne sortiront de la clandestinité qu'au 1^{er} mai 1975 et avec la JC chilienne qui se structure progressivement avec l'arrivée des réfugiés politiques après 1973. A l'Université, il y avait des relations avec des associations progressistes d'étudiants étrangers.

Entre la JCB et les jeunesses immigrées, il y avait une sorte d'accord tacite : on ne discute pas des divergences de nos partis respectifs, on ne fait pas la chasse aux membres. C'est ainsi que nous avons évité de nous déchirer sur l'eurocommunisme et que des Italiens, souvent nés en Belgique ont adhéré directement à la JCB sans passer par la fédération italienne.

Nos actions communes étaient surtout des initiatives de solidarité internationale : lutte antifranquiste, guerre du Vietnam, coup d'Etat au Chili... L'apothéose de cette coopération fût une journée de solidarité quand nous avons rempli la grande salle des fêtes du Palais des Congrès de Liège et réalisé un bénéfice considérable versé à la guérilla salvadorienne.

Le 1^{er} mai était l'occasion de manifester l'unité de la jeunesse. Nous nous étions mis d'accord pour regrouper les organisations des jeunes au milieu du cortège communiste, entre le PCB qui marchait en tête et les partis immigrés qui suivaient.

Alvin De Coninck évoque la mémoire de son père, très lié à l'émigration espagnole, aux anciens des Brigades internationales. Il a également joué un rôle très important dans les contacts avec les progressistes congolais, surtout de la mouvance de Patrice Lumumba, avec Jean Terfve.

À ce moment de la discussion, **Paul van Praag** intervient sur ce point et, suite à l'intervention de Paulette Pierson-Mathy, dit que pendant l'été 1978, il s'est trouvé à Cuba (à l'occasion d'une commémoration) comme représentant du PCB-KPB, en même temps qu'Alain Van der Biest qui y représentait à la fois le PS et le ministre PS des Affaires étrangères, Henri Simonet. Van der Biest et lui se trouvaient indépendamment là, dans l'intention de pouvoir parler avec les Cubains de la situation au Zaïre. Les Cubains avaient effectivement un avis précis sur le FNLC et le général Mbumba.

José Gotovitch demande si les positions au sujet de l'eurocommunisme des Italiens et des Espagnols ont eu un impact dans la discussion en Belgique. Y a-t'il eu des influences sur l'évolution de la pensée politique ou une séparation totale des débats ?

Jacques Moins lui répond qu'il n'y avait pas de débats communs mais que le thème était abordé dans les bi-latérales entre les représentants des partis, parfois en des termes diplomatiques.

Bernard Dandoy, étudiant dans les années 1957-1960, se souvient que le président du PC, à l'époque Ernest Burnelle, manifestait un grand intérêt pour les positions italiennes illustrées notamment dans un *Bulletin pour l'étranger* édité en langue française par la section internationale du PCI. Il évoque aussi les contributions de Jacoviello dans *Rinascità*.

Il se souvient aussi de l'aide apportée à de jeunes communistes congolais en Belgique. Ceux-ci, défendus à l'époque par l'avocat Serge Moureaux, furent expulsés vers l'Algérie après avoir été cachés à Bruxelles.

Angel Enciso intervient au sujet de l'eurocommunisme. Il est d'avis que ce n'était pas un corps de doctrine très structuré et que le thème faisait l'objet de discussions passionnées en interne. C'est le PCI qui était le plus loin dans l'élaboration de l'attitude à adopter vis-à-vis des pays du « socialisme réalisé ». Le PCE donnait l'impression d'être quelque peu « suiviste ». Quant au PCF de Marchais, il freinait. Quand il y eut une réunion des trois partis à Bruxelles, choisie car centre européen important, ce fut en dehors et en l'absence du PCB. Les discussions furent difficiles. Quant aux rencontres entre partis (bi-latérales), elles étaient souvent très diplomatiques, évitant les sujets de désaccord. D'évidence, les perceptions de l'évolution du monde socialiste étaient différentes, mais les divergences manifestes n'empêchaient pas la collaboration étroite sur le terrain.

Anne Morelli, professeur à l'ULB, avance quelques observations :

1. Au sujet de l'eurocommunisme dans le PCI-Fédération Belgeo. Alors que nombre de communistes belges, dans les milieux intellectuels surtout, manifestaient beaucoup d'admiration pour les débats dans le PCI, la base des Italiens en Belgique restait très fidèle à l'URSS et sans beaucoup participer aux débats d'idées. Elle défendait surtout les idéaux de la Résistance et ses espoirs de changement ;
2. Elle met un bémol à la distinction entre l'émigration d'avant et après la grande guerre. Politique avant, économique après. En fait, l'immigration d'après 1946 était surtout composée de travailleurs issus de la campagne, du monde rural, qui avaient – dans des conditions très dures – participé aux luttes pour l'occupation des terres dans le Sud et qui avaient échoué. Elle était donc assez marquée politiquement. Quant à l'émigration d'avant-guerre, elle était aussi économique. Il y a donc, entre les deux, une certaine continuité.

Jacques Moins souligne qu'effectivement le PCI Belgeo était, dans les années 1970, un parti ouvrier, manifestant ses convictions, ses certitudes, faisant largement confiance dans ses dirigeants, suivis souvent sans grand esprit critique. Il souligne la grande fraternité, l'étroite solidarité qui régnaient. Dans la suite, pour d'évidentes raisons sociologiques, le parti évolua, comptant nombre d'intellectuels, de fonctionnaires à la communauté européenne.

Sergio Angelini apporte son éclairage. Pour lui, dans la fédération Belgio, les positions critiques ne manquaient pas vis-à-vis de l'URSS surtout après l'intervention en Tchécoslovaquie et ensuite en Afghanistan. La base appréciait l'attitude de ses dirigeants, l'analyse d'Enrico Berlinguer constatant la fin de la « spinta propulsiva » des pays socialistes. Mais les critiques, pour être vives, n'étaient pas délibérément hostiles au monde socialiste. Il évoque ensuite l'évolution du PCI vers la social-démocratie, son rapprochement avec le Parti socialiste européen et, en Belgique, les liens noués avec le PS. Ceci sans remettre en cause les relations avec les communistes belges. Le constat lui paraît évident, il fallait parler avec le plus grand parti ouvrier du pays, nouer avec lui de bonnes relations. Pour lui, ce point de vue n'était pas contesté par les dirigeants communistes belges. Il entend rendre hommage à ceux-ci pour l'aide apportée à la constitution de la fédération et à son développement (période 1960-1970), à sa lutte contre les attitudes racistes très présentes à l'époque vis-à-vis de la communauté italienne. En reconnaissant l'autonomie des organisations étrangères, le PCB a contribué à la naissance d'une société multiculturelle, ouverte à tous.

Eddy De Winter intervient à nouveau pour souligner le manque d'intérêt, à son sens, ou du moins la timidité, à soutenir la revendication du droit de vote aux élections communales. Au mieux, il s'agissait d'une position théorique plus que d'un investissement réel sur le terrain. De plus, certaines communautés comme les Turcs, les Marocains, étaient plus que réservés et même parfois opposés, cédant sans doute à la pression de leurs autorités qui craignaient une contagion politique.

Que reste-t-il de cette époque, se demande **Jules Pirlot** ? Trente ans après, beaucoup d'entre nous se retrouvent dans les manifestations syndicales ou pacifistes. Les liens de camaraderie sont restés solides. Grâce à Manolo Rodriguez, un des derniers JCE arrêté à la frontière espagnole en passant des tracts, devenu par la suite président de la délégation syndicale de la FGTB à Magotteau, des retrouvailles se tiennent périodiquement. J'ai pu ainsi garder le contact avec Neves Medina, la passionaria locale des années 1970, qui vit et milite aujourd'hui à Barcelone ; avec les parents de Maite Molina et beaucoup d'anciens du Garcia Lorca dont de nombreux syndicalistes ; avec Manuel Fernandez retourné en Espagne après avoir été secrétaire du groupe parlementaire de la Gauche Unie espagnole au Parlement européen ; avec des amis vietnamiens, Nhut et Gia qui vient de rentrer à Hô-Chi-Minh-Ville. Nico Cue, un des plus jeunes des JCE est maintenant le secrétaire général de la Centrale des métallurgistes Wallonie-Bruxelles. Il est administrateur du Centre Polyculturel Résistances dans les locaux d'une ancienne émanation du Garcia Lorca ; je l'y rencontre souvent au « café syndical ». C'est là que travaille maintenant Betty Coletta (mon épouse) qui a travaillé pour le PCB et la FJJ. C'était une des jeunes communistes italienne de l'époque, fille du président de la Leonardo da Vinci. Nous sommes toujours en relations avec Angelo Santamaria, son président et animateur actuel ainsi qu'avec son vieux complice Alphonse Sacco copain de Paolo Pace, président italien de la délégation syndicale FGTB de la FN de Herstal.

Un participant italien évoque l'importance du PCI dans la période 1960-1980, regrette son évolution et traduit une réelle nostalgie.

Jack Houssa, ancien militant de la fédération de Bruxelles et du comité de soutien à la Palestine, s'intéresse au PC turc et s'interroge sur les conséquences de la scission maoïste dans ce mouvement.

Mazyar Khoojinian lui répond que le phénomène n'avait pas une grande importance dans les structures de l'organisation mais qu'il exerça une influence réelle dans la jeunesse étudiante.

Angel Enciso considère qu'il n'y a pas continuité mais bien discontinuité entre le caractère, la nature des relations entre les anciens partis des années 1970 et l'interculturalité actuelle. Il oppose leur action, leurs aspirations à la pratique clientéliste et à l'électoratisme des partis socialistes, lancés à la chasse aux voix.

*
* *
*

De la volonté des organisateurs, il n'y a pas eu de véritables **conclusions du débat**, qui reste ouvert. On n'a pas distribué de bons ou de mauvais points comme le souligne **Jacques Moins**, qui se félicite des diverses contributions. Les communications écrites font dès à présent l'objet d'un dossier remis à tous les participants. L'évocation des expériences passées, le rappel des racines et de l'évolution des organisations peut utilement aider à répondre à la question : a-t-on réussi l'intégration souhaitée ? Des thèmes à approfondir...

(Résumé réalisé par Jacques Moins, sur base de l'enregistrement du débat,
02/04/2009).